

course préliminaire pour les élections du 2 juin : le M. R. P. s'efforçant, par son « non », de limiter ses pertes sur la droite au profit du P. R. L. ; le P. S., par son « oui », s'efforçant de résister aux manœuvres de désagrégation stalinienne.

Au Parlement on se divise ; au gouvernement on continue à s'accorder. Nous devons précisément dénoncer la comédie afin de pousser à la rupture du tripartisme. A la porte les ministres du M. R. P. ! En avant pour un gouvernement P. S. - P. C. - C. G. T. ! Tels sont les mots d'ordre sur lesquels nous devons mettre l'accent dans les jours présents. Le M. R. P. se livre à un chantage, veut obtenir plus de concessions. Ce n'est pas une raison pour voter la Constitution, qui est le couronnement de la politique tripartite ; ce doit être l'occasion pour chasser les ministres du M. R. P. ainsi que la Constitution qui a été préparée en collaboration avec eux.

Le vote *oui*, loin d'aider à la rupture, loin de semer dans les masses la défiance contre la politique trahison de leurs directions, ne servira qu'à estomper la critique que nous pourrions faire ; cette critique apparaîtrait aux yeux des ouvriers avancés du monde entier — qui, après tout, ne sont pas à négliger — aux yeux des peuples coloniaux et aux yeux de bien des ouvriers qui prendront la peine de réfléchir, comme un alibi honteux pour capituler devant la nouvelle campagne stalinienne. Au lieu d'expliquer que la bataille : oui, ou non, est une pseudo-bataille qui ne menacera pas les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie, nous allons jouer, avec quelques notes à contre-temps, la petite flûte dans le grand orchestre stalino-socialiste qui commence à nous assourdir du grand air de la République, de la patrie, de la stabilité et de l'ordre menacés !

Il est parfaitement exact que la bourgeoisie, ses valets et ses complices n'ont pas la possibilité de déterminer de façon bien précise jusqu'où peut aller et où doit s'arrêter leur comédie de bataille ; il est parfaitement exact que, dans ce genre d'opérations, des fausses manœuvres de part ou d'autre soient possibles ; il est possible que leurs chantages réciproques aboutissent à une cassure au gouvernement ; mais même dans ce cas, il est évident que des raisons supérieures de sécurité du régime les pousseront à trouver une nouvelle formule de compromis. Le meilleur moyen de mettre des bâtons dans les roues n'est pas de se traîner à la remorque des partis ouvriers, avec quelques remarques verbales destinées à apaiser le coin de sa conscience où l'on a placé quelques notions de théorie marxiste, mais de dénoncer le caractère manœuvrier et factice de la lutte et d'appeler les ouvriers à intervenir pour la transposer sur un autre plan.

Nous avons vainement cherché, dans l'argumentation des partisans du *oui*, la démonstration que, par cette participation, nous pourrions contribuer à entraîner les masses pour qu'elles débordent le cadre parlementaire. De part et d'autre, ce terrain a été choisi pour que l'issue en soit sans danger. La réaction peut fort bien s'accommoder de la Constitution ; il s'y trouve suffisamment de dispositions qui lui sont favorables. Quant aux partis ouvriers, ils font d'autant plus de battage qu'ils ne veulent pas vraiment mener la lutte contre la bourgeoisie. Sur ce point du débordement des luttes, la seule tentative d'argumentation a été celle du camarade Soudran, selon laquelle les luttes parlementaires sont toujours liées et reflètent dans une certaine mesure les luttes extra-parlementaires, et il a mentionné les élections et la grève générale de 1936. Fort bien. Mais depuis quand cela veut-il dire qu'il eût fallu voter avec le Front Populaire pour favoriser le mouvement de grève de juin 1936 ? Au contraire, le Front Populaire était le meilleur moyen de la bourgeoisie pour enrayer l'offensive ouvrière.

Sur ce point l'erreur commise par nos droitiers est liée à leur conception erronée du mot d'ordre P. S. - P. C. - C. G. T. Ils lui donnent une valeur parlementaire ; ils voient en lui avant tout une combinaison reposant sur une majorité parlementaire, sur le programme même de ces partis et dans le cadre de la démocratie, au lieu de le prendre comme un mot d'ordre de mobilisation des masses, comme le couronnement d'une politique de front unique classe contre classe débordant la légalité bourgeoise. Dans cette querelle de la Constituante, nous avons seulement une combinaison « démocratique » du P. S., du P. C. et de la C. G. T. Sur un programme anti-ouvrier, une combinaison destinée à conduire le mécontentement des masses dans l'impasse. Nous ne pouvons à son égard avoir d'autre attitude que celle définie par le « Programme Transitoire » sur ce genre de gouvernement ouvrier et paysan de nature démocratique :

« Le mot d'ordre de gouvernement « ouvrier et paysan » est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolchéviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre anti-bourgeois et anti-capitaliste, mais en aucun cas dans le sens « démocratique » qui lui ont plus tard donné les épigones, faisant de lui, alors qu'il était un pont vers la révolution socialiste, la principale barrière dans cette voie. »

Le vote *oui* pour la Constitution du P. C. F., du P. S. et de la C. G. T. n'est pas un pont qui mène les masses vers la révolution socialiste, mais un obstacle sur leur route ; s'y associer est certainement une des plus funestes erreurs que peut commettre une section de la IV^e Internationale.

* * *

Qu'il n'y ait qu'une pseudo-bataille sur un terrain juridique, comme un moyen de manœuvre électorale, ou que cela se développe, pour une raison extraordinaire, en une bataille réelle, voudrait-on nous expliquer en quoi le vote *oui* nous fait-il faire le front unique avec les partis ouvriers ? Cette pièce de l'argumentation du camarade Demazière n'est pas plus solide que les autres. Qu'on veuille bien relire certaines pages de Trotsky lors de la lutte contre la montée hitlérienne en Allemagne. Comme fraction du P. C. à l'époque, nous avons soutenu la candidature Thaelman et étions contre toute candidature commune avec la social-démocratie parce que cela n'était pas le front unique, parce que cela n'était pas le moyen de barrer la route aux nazis. Dans les élections, la tradition du mouvement marxiste, et même plus généralement du mouvement ouvrier, c'est d'appeler les ouvriers à se compter, à s'affirmer pour le programme révolutionnaire. La conception fantastique d'un front unique par le vote impliquerait, non pas seulement le vote *oui* le 5 mai, mais aussi la suppression de toutes nos candidatures aux élections où nous pouvons, dans certains cas, faire passer des candidats bourgeois au détriment des candidats des partis ouvriers ; et nous devrions aussi nous prononcer pour des listes communes P. C. - P. S. ; en fait, nous deviendrions un appendice des staliniens ou de ceux qui les supportent dans le P. S. Le camarade Geoffroy, logique avec lui-même, aurait voulu que nous propositions au P. S. et au P. C. une campagne commune dans le référendum. Demazière et ceux qui ont voté avec lui devraient être conséquents dans leurs positions : pourquoi ce qui est vrai le 5 mai ne le serait-il pas le 2 juin ? Si nous présentons des candidats, cela n'enlèvera pas de voix au P. R. L. ou au M. R. P. mais aux partis ouvriers ; c'est une façon de « diviser » les ouvriers, c'est la façon de les diviser de la politique de collaboration de classes et de les gagner à la politique de lutte de classes.

Le front unique est avant tout une lutte effective sur un objectif précis avec des moyens effectifs contre un ennemi commun ; conséquemment, il doit servir à nous renforcer au détriment des directions trahissantes ; la lutte électorale, c'est une propagande, une démarcation sur notre programme, avant tout — par la force même des choses — une démarcation des autres partis de la classe ouvrière, même si cela risque de servir un candidat bourgeois.

Ajoutons enfin que, lorsqu'il y avait le scrutin à deux tours, nous n'avons jamais opéré de désistement au nom du « front unique ». Quand nous nous désistions, nous disions aux ouvriers : il y a entre notre programme et celui du parti que le plus grand nombre d'entre vous suit l'opposition la plus irréductible ; mais nous ne voulons pas nous opposer à votre expérience du parti que nous dénonçons, nous voulons vous aider à la faire et c'est pourquoi nous nous désistons pour son candidat.

Si là où nous n'avons pas de candidat nous votons pour un candidat d'un parti ouvrier, ce n'est pas par front unique ; nous le faisons indépendamment du programme défendu par ce parti et ce candidat.

De même les camarades anglais, lorsqu'ils appelèrent à voter pour les candidats du L. P. ; les camarades américains lorsqu'ils soutinrent un candidat ouvrier contre les candidats des partis bourgeois, n'ont jamais parlé de front unique dans ces circonstances. Nous regrettons de ne pouvoir présenter de candidat à nous, nous exposons notre programme dans la campagne, et le vote pour un candidat ouvrier n'est que la seule pauvre possibilité que nous possédons dans ces conditions pour tracer la ligne de classe.

Mais voter *oui* le 5 mai, c'est peut-être faire un certain « front unique » avec les grands partis ouvriers, un front unique pour la